



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°16 – du 20 au 27 avril 2023

En bref

- La ville de Liverpool a accueilli une conférence sur les opportunités commerciales entre l'Ukraine et le Royaume-Uni.
- Huw Pill (économiste en chef de la Banque d'Angleterre) a déclaré que le Royaume-Uni devait accepter de s'appauvrir en raison de la hausse rapide et considérable des prix : "D'une manière ou d'une autre, au Royaume-Uni, quelqu'un doit accepter que sa situation se dégrade et cesser d'essayer de maintenir son pouvoir d'achat réel en augmentant les prix [ou] les salaires ou en répercutant les coûts de l'énergie sur les clients".

Actualité commerce & investissement

Dans un [rapport](#), le comité en charge de la politique commerciale à la Chambre des

LE CHIFFRE À RETENIR

1/3

Un tiers des travailleurs au niveau du SMIC au R-U seraient en fait rémunérés en-deçà de ce plancher légal ([rapport](#) de la Resolution Foundation).

- Selon Politico, le Royaume-Uni s'apprêterait à annoncer un plan d'un milliard de livres afin de soutenir la production de puces électroniques et d'améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement.

communes appelle le gouvernement à garantir le respect des droits de l'homme et des droits sociaux dans le cadre des négociations commerciales en cours avec le Conseil de coopération du Golfe – Le comité invite le gouvernement à faire usage de son levier diplomatique pendant les négociations pour mieux refléter « les valeurs britanniques » en incluant dans

l'accord des garanties ambitieuses relatives au respect des droits de l'homme et des objectifs climatiques. A contrario, le ministre du commerce des Emirats Arabes Unis M. Al Zeyoudi avait déclaré en mars dernier que le Royaume-Uni devrait être prêt à « atténuer » les dispositions en matière de droits de l'homme et de droits des travailleurs dans la perspective d'un futur accord de libre-échange. Par ailleurs, la commission parlementaire suggère de privilégier des accords bilatéraux avec les Pays du Golfe, plutôt qu'avec le Conseil de coopération dont les processus de prise de décision sont jugés plus lents.

Dans un discours devant la conférence des Ambassadeurs à Mansion House, le ministre britannique des affaires étrangères a présenté la stratégie britannique vis-à-vis de la Chine – Après que le gouvernement de B. Johnson ait en mars dernier qualifié la Chine de « défi systémique du siècle », le ministre James Cleverley a précisé cette semaine les contours de la stratégie britannique vis-à-vis de ce pays, visant notamment à renforcer le contrôle des investissements dans des secteurs stratégiques au motif de la sécurité nationale. Par ailleurs, le gouvernement annonce vouloir poursuivre le renforcement des liens avec les pays de la région Indopacifique et souhaite s'engager davantage avec la Chine sur une série d'enjeux globaux. Enfin, James Cleverley a souligné les potentielles conséquences désastreuses pour le commerce mondial d'un conflit avec Taiwan. Il a confirmé la volonté britannique de maintenir sa relation commerciale avec la Chine tout en réduisant sa dépendance très élevée sur certains matériaux critiques.

L'entreprise britannique Unipart, fabricant de pièces détachées pour l'industrie britannique, envisagerait de transférer des activités aux Etats-Unis – Dans un [entretien](#)

accordé à la BBC, le dirigeant John Reil a déclaré envisager d'investir aux Etats-Unis et en Europe compte tenu du cadre d'incitations prévues par l'*Inflation Reduction Act* et par les projets de l'UE. Alors que le gouvernement britannique indique depuis plusieurs semaines ne pas vouloir entrer « dans une guerre de subventions », le dirigeant considère que les entreprises britanniques pourront difficilement « rivaliser à armes égales » avec les entreprises américaines et européennes. Pour mémoire, l'ancien patron d'*Aston Martin* avait, pour sa part, affirmé que l'IRA représentait un risque pour l'ensemble de la filière automobile britannique. Le parti travailliste s'est de son côté engagé à adopter un « *IRA britannique* », mais sans préciser comment seraient financées les subventions versées dans ce cadre.

Actualité financière

1. Réglementation financière et Marchés

Le leader du parti travailliste, Sir Keir Starmer, et la shadow chancellor Rachel Reeves, ont tenu une série de réunions avec des dirigeants de sociétés de capital-investissement – Les membres du parti travailliste ont échangé avec l'industrie financière sur la place des capitaux privés en soutien de la croissance et de la transition énergétique. En outre, ils ont confirmé, en cas de victoire du parti travailliste aux prochaines élections, des évolutions de la fiscalité pesant sur les cadres des groupes de capital-investissement. En particulier, ils prévoient de modifier le traitement fiscal

utilisé pour réduire l'imposition des gains des investissements du groupe (« *carried interests* »). La réforme proposée pourrait rapporter 440M£ de recettes fiscales supplémentaires par an.

S. Pritchard, en charge des marchés au sein de la *Financial Conduct Authority* (FCA), a tenu un [discours](#) sur la régulation des actifs numériques au Royaume-Uni (RU) – Dans son discours à l'occasion de la City Week, S. Pritchard souligne la croissance rapide des actifs numériques au RU. La criminalité liées aux crypto-monnaies a également atteint un niveau record l'année dernière. Le nombre de signalements d'escroqueries liées aux cryptoactifs a rapidement augmenté : de 1 619 signalements en 2019 à 6 372 en 2021. S. Pritchard a averti qu'une fois que le gouvernement aura légiféré concernant la promotion des produits de cryptoactifs, les entreprises auront quatre mois pour mettre en œuvre les changements. Elle a également rappelé qu'il est très peu probable que les usagers de crypto-monnaie, même si ce sont des *stablecoins* autorisées, soient couverts par le fonds de garantie des dépôts (FCSCS). Enfin, elle a évoqué la consultation du gouvernement portant sur la régulation des cryptoactifs et qui propose de donner à la FCA des pouvoirs sur les activités liées qui n'ont pas d'origine ou de base au RU, mais qui fournissent des services à des clients britanniques. À l'avenir, le Trésor britannique pourrait également décider d'introduire des régimes d'équivalence, en vertu desquels les entreprises agréées à l'étranger pourraient fournir des services au RU sans avoir besoin d'être présentes dans le pays. Pour cela, il faudrait que des normes équivalentes soient présentes dans le pays concerné et que des mécanismes de coopération appropriés et efficaces soient mis en place.

La FCA [publie](#) des recommandations pour les gestionnaires d'actifs visant à accroître la résilience des fonds de pension dits « *Liability Driven* » (LDI) – Ces [recommandations](#), qui font suite à celles du Comité de politique financière de la Banque d'Angleterre, portent sur la gestion des risques et sur les arrangements opérationnels des gestionnaires de fonds LDI afin de faire face aux risques pour la stabilité financière. Depuis les événements survenus sur le marché des obligations en septembre 2022, la FCA travaille en étroite collaboration avec ses partenaires réglementaires au RU et à l'international pour aider les gestionnaires d'actifs à faire face à d'éventuels nouveaux épisodes de volatilité. Les recommandations de la FCA portent sur la gestion des risques, les tests de résistance, les risques associés aux comportements mimétiques des stratégies, la sensibilité aux développements macroéconomiques et la communication avec les clients. De plus, la FCA prévient que ces recommandations s'étendent aux autres secteurs de la gestion des fonds de pension.

Le Secrétaire d'Etat en charge du secteur financier, A. Griffith, [rétablit](#) le groupe de travail de haut niveau portant sur la gestion d'actifs – Cinq cadres supérieurs de l'industrie financière ont rejoint le groupe de travail sur la gestion d'actifs. A. Griffith a également lancé un autre groupe de travail pour examiner l'impact des nouvelles technologies sur le secteur de la gestion d'actifs. Le groupe de travail sur la technologie sera présidé par Michelle Scrimgeour, PDG de Legal and General Investment Management, et produira un rapport final contenant des recommandations pour le gouvernement, les régulateurs et l'industrie.

UK Finance, organisme de représentation des intérêts bancaires, publie un [rapport](#) sur

les Non-Fungible Tokens (NFT) avec des propositions de cadre réglementaire – Le rapport encourage une approche souple et nuancée pour la réglementation des NFT, en tenant compte des risques potentiels pour les consommateurs. Il y est recommandé de distinguer entre les différentes classes ou sous-ensembles de NFT et de ne pas les réglementer sur la seule base de leur caractéristique non fongible, mais plutôt selon leur nature financière ou non. UK Finance souligne que les NFT qui sont des produits financiers doivent être réglementés de manière plus stricte que ceux qui ne le sont pas. Le texte encourage aussi le dialogue précoce avec les régulateurs sur les transactions impliquant des projets réglementés et souligne l'importance de comprendre les protocoles de réseau pour interagir avec les régulateurs. Il mentionne également les avantages de la création de *sandboxes* pour tester les nouvelles technologies financières, telles que le *Distributed Ledger Technology* (DLT).

Le Financial Policy Committee (FPC) publie une déclaration sur ses priorités à horizon 2026 – Dans cette déclaration, le FPC indique son objectif d'accroître sa compréhension des risques opérationnels et leurs impacts sur la stabilité financière. Il poursuivra ses travaux sur les tests de résistance cyber, les services de cloud de manière à renforcer la résilience de l'ensemble du système financier. Le FPC poursuivra également ses efforts pour aider à élaborer un cadre stratégique permettant de gérer les risques systémiques posés par les fournisseurs de services de technologies de paiement (PTP). Enfin, le FPC continuera à identifier et à surveiller les canaux par lesquels les risques opérationnels, y compris ceux liés aux développements technologiques tels que l'intelligence artificielle (IA) et l'utilisation de la

blockchain, pourraient affecter la stabilité financière.

Le deuxième dialogue financier entre l'Inde et le RU s'est tenu à Londres – Des responsables gouvernementaux des deux pays ainsi que des agences de réglementation indépendantes ont participé à la réunion. Six thèmes principaux ont été abordés : la banque, les paiements et les crypto-actifs, l'assurance et la réassurance, les marchés de capitaux, la gestion d'actifs et la finance durable. Des partenaires du secteur privé ont également été associés à ces échanges. Les dirigeants des deux pays ont convenu que la coopération financière est un élément clé du plan d'actions bilatéral adopté lors de leur sommet de 2021 et ont décidé de tenir le prochain dialogue sur les marchés financiers en Inde en 2024.

2. Banques et assurance

La Banque d'Angleterre (BoE) publie une déclaration sur la mise à jour du service de règlement brut en temps réel (RTGS) – Pour rappel, outre un service de règlement interbancaire, le RTGS est également le mécanisme par lequel la BoE met en œuvre ses décisions de politique monétaire (les comptes de réserves sont détenus au sein du RTGS et rémunérés au taux directeur) et fournit des liquidités au système financier britannique. Dans cette déclaration, la BoE réaffirme la date de juin 2024 pour la mise à jour du service RTGS. Celle-ci devrait offrir une plus grande résilience et une meilleure interopérabilité entre les systèmes de paiement nationaux et internationaux. Elle prévoit également de faciliter l'accès direct à ce service à un plus grand nombre de participants pour promouvoir la

concurrence et l'innovation. La BoE prévoit de continuer à améliorer le service RTGS après 2024, en travaillant en étroite

collaboration avec l'industrie pour prendre en compte les évolutions de l'écosystème des paiements.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Londres

Rédacteurs : Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr